



Rapport de gestion

Deuxième trimestre et premier semestre de 2011 comparés
au deuxième trimestre et premier semestre de 2010

TABLE DES MATIÈRES

Section	Page	Section	Page		
1	Faits saillants du premier semestre de 2011	2	8	Liquidités et ressources financières	22
2	Mise en garde relative aux énoncés prospectifs	4	9	Transactions entre parties liées	26
3	Notre entreprise	5	10	Conventions comptables et modifications	27
4	Comment nous analysons et présentons nos résultats	6	11	Risques et incertitudes	29
5	Détail des comptes de résultat	7	12	Informations trimestrielles	30
6	Carnet de commandes	12	13	Contrôles et procédures	31
7	Résultats d'exploitation par secteur	14	14	Informations supplémentaires	31

Le 5 août 2011

Toute l'information financière est présentée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

1 – FAITS SAILLANTS DU PREMIER SEMESTRE DE 2011

BAISSE DU RÉSULTAT NET

- > Au deuxième trimestre terminé le 30 juin 2011, le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin s'est chiffré à 100,7 millions \$ (0,66 \$ par action après dilution), comparativement à 119,1 millions \$ (0,78 \$ par action après dilution) pour le deuxième trimestre de 2010. Pour le premier semestre de 2011, le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin s'est chiffré à 174,6 millions \$ (1,15 \$ par action après dilution), comparativement à 203,3 millions \$ (1,34 \$ par action après dilution) pour la période correspondante de 2010.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin excluant les investissements dans des concessions d'infrastructure (« ICI ») s'est chiffré à 59,0 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, contre 74,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2010, reflétant principalement un apport moins élevé du secteur Infrastructures et environnement, surtout attribuable à un ratio de marge brute moins élevé pour les activités de la catégorie Ensembles, et à des coûts additionnels liés aux événements en Libye, partiellement contrebalancé par des apports plus élevés de tous les autres secteurs.
 - Le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin excluant les ICI s'est chiffré à 108,5 millions \$ pour le premier semestre de 2011, comparativement à 139,4 millions \$ pour le premier semestre de 2010, reflétant principalement des apports moins élevés du secteur Infrastructures et environnement, principalement en raison de l'incidence des événements en Libye en 2011 et de révisions favorables des prévisions des coûts en 2010, et du secteur Mines et métallurgie, partiellement contrebalancés par des apports plus élevés de tous les autres secteurs.
 - Le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin provenant des ICI s'est chiffré à 41,7 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2011, comparativement à 44,3 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement un apport moins élevé d'AltaLink L.P. (« AltaLink »), et l'absence de contribution provenant de Valener inc. et de la Société en commandite Trencap au deuxième trimestre de 2011, ayant été vendus au quatrième trimestre de 2010, partiellement contrebalancés par des dividendes plus élevés provenant de 407 International inc. (« Autoroute 407 »).
 - Le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin provenant des ICI s'est chiffré à 66,1 millions \$ au premier semestre de 2011, contre 63,9 millions \$ pour la période correspondante de 2010, principalement attribuable aux dividendes plus élevés provenant de l'Autoroute 407, partiellement contrebalancés par l'absence de contribution provenant de Valener inc. et de la Société en commandite Trencap au premier semestre de 2011, ayant été vendus au quatrième trimestre de 2010, et par un apport moins élevé d'AltaLink.

HAUSSE DES PRODUITS

- > Les produits ont augmenté pour le deuxième trimestre de 2011 pour s'établir à 1,7 milliard \$ comparativement à 1,4 milliard \$ au trimestre correspondant de 2010. Pour le premier semestre de 2011, les produits ont augmenté de 24,0 % pour s'établir à 3,3 milliards \$, contre 2,7 milliards \$ pour le premier semestre de 2010, reflétant des produits plus élevés dans tous les secteurs et toutes les catégories d'activité de la Société, particulièrement dans la catégorie Ensembles, dont les produits ont augmenté de 54,7 %.

SITUATION FINANCIÈRE SOLIDE

- > La situation financière de la Société est demeurée solide, avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 1 111,4 millions \$ au 30 juin 2011, contre 1 235,1 millions \$ au 31 décembre 2010.

- > La position de trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie provenant des ICI et la dette avec recours) est demeurée solide, s'établissant à 758,3 millions \$ au 30 juin 2011 et à 870,1 millions \$ au 31 décembre 2010.

CARNET DE COMMANDES SOLIDE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 juin 2011	31 mars 2011	31 décembre 2010
Services	1 679,9 \$	1 396,0 \$	1 410,7 \$
Ensembles	5 319,4	5 544,5	5 556,0
O&M	2 343,5	2 429,2	2 732,8
Total	9 342,8 \$	9 369,7 \$	9 699,5 \$

- > Tel qu'annoncé antérieurement, la Société ne fournit plus le carnet de commandes des ICI. Le carnet de commandes pour les activités de la catégorie ICI présenté dans le rapport de gestion inclus dans le rapport financier 2010 de la Société était de 2,9 milliards \$ au 31 décembre 2010.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE

En juin 2011, CANDU Énergie inc. (« CANDU Énergie »), filiale à part entière de la Société, a convenu avec le gouvernement du Canada d'acquérir certains actifs de la division des réacteurs commerciaux d'Énergie atomique du Canada limitée (« EACL ») moyennant un prix de 15 millions \$ et des redevances sur des projets de nouvelle construction et de prolongement de la vie utile. Dans le cadre de cette transaction, EACL conservera ses passifs antérieurs. Il est prévu qu'environ 1200 membres du personnel d'EACL passeront à CANDU Énergie et que cette transaction sera conclue au début de l'automne 2011, sous réserve du respect de certaines conditions, dont la conformité à la Loi sur la concurrence et l'obtention de certaines approbations administratives.

En plus de cette acquisition, CANDU Énergie mettra la dernière main au programme de développement du réacteur CANDU évolué (EC6), avec l'aide du gouvernement du Canada qui injectera jusqu'à 75 millions \$.

ICI – ÉVÈNEMENT IMPORTANT

Dans la catégorie d'activité ICI, l'événement important suivant s'est produit depuis le 1^{er} janvier 2011 :

- > Le 25 février 2011, SNC-Lavalin a conclu une entente visant l'achat de la participation de 23,08 % de Macquarie Essential Assets Partnership (« MEAP ») dans AltaLink pour un montant de 213 millions \$, sujet à certains ajustements. L'entente a été conclue après que SNC-Lavalin eut accepté une offre de MEAP l'invitant à faire cette acquisition. L'offre en question a été présentée à SNC-Lavalin en réponse à l'offre ferme faite à MEAP par une tierce partie et en vertu du droit de premier refus de SNC-Lavalin permettant d'acquérir la participation de MEAP dans AltaLink. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles et à l'approbation des autorités de réglementation, y compris à celle de l'*Alberta Utilities Commission*, et augmenterait la participation de SNC-Lavalin dans AltaLink à 100 %.

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES MOYENS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ

- > Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de la Société a été de 25,1 % pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2011, comparativement à 27,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce rendement étant nettement supérieur à l'objectif de rendement de la Société, qui consiste à dépasser de 600 points de base le rendement des obligations à long terme du Canada pour la période, soit un total de 9,6 %.

PERSPECTIVES POUR 2011

- > Sur la base de son carnet de commandes et de sa liste de projets potentiels, la Société prévoit toujours que son résultat net de 2011 sera à un niveau comparable à celui de 2010, lorsqu'on exclut le gain provenant des cessions de certains actifs et investissements constatés en 2010.

À moins d'indication contraire, toute l'information financière du présent rapport de gestion, y compris les montants dans les tableaux, est présentée en **dollars canadiens**, et est préparée conformément aux **normes internationales d'information financière (« IFRS »)**.

Le rapport de gestion a pour but de permettre au lecteur de mieux comprendre les activités de la Société, sa stratégie d'affaires et sa performance, ses attentes quant à l'avenir et sa façon de gérer les risques et les ressources financières. Il vise également à améliorer la compréhension des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et de leurs notes afférentes pour le deuxième trimestre de 2011 et devrait, à cette fin, être lu conjointement avec ces documents et avec le rapport financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Dans le présent rapport de gestion, le terme « Société » ou le terme « SNC-Lavalin » désigne, selon le contexte, le Groupe SNC-Lavalin inc. et toutes ou certaines de ses filiales ou coentreprises, ou le Groupe SNC-Lavalin inc. ou l'une ou plusieurs de ses filiales ou coentreprises.

2 – MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les énoncés contenus dans le présent rapport de gestion faisant état des budgets, des estimations, des attentes, des prévisions, des objectifs, des prédictions ou des projections de la Société ou de la direction pour l'avenir peuvent être des « énoncés prospectifs » et peuvent être signalés par l'utilisation de verbes tels que « anticiper », « s'attendre à », « croire », « espérer », « estimer », « évaluer », « planifier », « pouvoir », « présumer », « prévoir » ou « projeter », ainsi que par l'emploi du conditionnel ou du futur, que la tournure soit négative ou positive et quelle que soit la variante utilisée. La Société met en garde le lecteur que ces énoncés prospectifs, de par leur nature même, comportent des risques et des incertitudes, et que les actions et/ou les résultats réels de la Société pourraient différer substantiellement de ceux contenus explicitement ou implicitement dans de tels énoncés prospectifs, ou pourraient avoir une incidence sur le degré avec lequel une projection particulière se réalisera.

Pour plus d'information sur les risques et incertitudes, et sur les hypothèses qui feraient en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent des attentes actuelles, se reporter respectivement à la section « Risques et incertitudes » et à la section « Comment nous analysons et présentons nos résultats » du rapport financier 2010 de la Société, sous « Rapport de gestion ». Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent les attentes de la Société en date de ce dernier et sont sujets à changement après cette date. La Société ne s'engage nullement à actualiser publiquement ces énoncés prospectifs, sauf si les lois ou les règlements applicables l'exigent.

3 – NOTRE ENTREPRISE

La Société, qui célèbre son 100^e anniversaire en 2011, fournit à sa clientèle du savoir-faire dans les domaines de l'ingénierie et de la construction, ainsi que de l'exploitation et de l'entretien. La Société dispose d'un réseau de bureaux répartis dans tout le Canada et dans plus de 35 autres pays, et travaille actuellement sur des projets dans une centaine de pays, ce qui fait d'elle un chef de file international dans les domaines d'ingénierie et de construction, et un chef de file en services d'exploitation et d'entretien au Canada. La Société est également reconnue pour ses investissements sélectifs dans des concessions d'infrastructure.

3.1 – SAVOIR-FAIRE EN INGÉNIERIE ET CONSTRUCTION DANS LES CATÉGORIES

SERVICES ET ENSEMBLES

Le savoir-faire en matière d'ingénierie et de construction est fourni par le personnel de la Société pour les activités des catégories Services et Ensembles :

- > **Services** : comprend les contrats en vertu desquels SNC-Lavalin fournit des services d'ingénierie, d'études de faisabilité, de planification, de conception détaillée, d'évaluation et de sélection d'entrepreneurs, de gestion de projet et de la construction, et de mise en service.
- > **Ensembles** : comprend les contrats en vertu desquels SNC-Lavalin a la responsabilité non seulement d'exécuter une ou plusieurs activités de la catégorie Services, mais également de fournir les matériaux et l'équipement, et/ou de réaliser les travaux de construction.

Les activités des catégories Services et Ensembles fournies à la clientèle s'étendent à de nombreux secteurs, entre autres : Infrastructures et environnement, Produits chimiques et pétrole, Mines et métallurgie, et Énergie. Une analyse des secteurs d'activité de la Société figure à la section 7 du présent rapport.

3.2 – ACTIVITÉS DE LA CATÉGORIE OPÉRATIONS ET MAINTENANCE (« O&M »)

Les activités de la catégorie O&M sont fournies par la Société dans les domaines d'affaires suivants : i) la gestion de projets, d'installations et de biens; ii) les installations industrielles; iii) le transport; et iv) la défense et la logistique pour camps éloignés. Le savoir-faire de SNC-Lavalin dans le secteur O&M permet à la Société non seulement de conclure des contrats d'exploitation et d'entretien indépendants, mais également d'élargir ses activités dans les catégories Services, Ensembles et ICI en offrant du tout-en-un adapté aux besoins des clients, et s'inscrit en complément de ses ICI.

3.3 – INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D’INFRASTRUCTURE (« ICI »)

SNC-Lavalin investit de façon sélective dans des concessions d’infrastructure pour lesquelles son savoir-faire technique et son savoir-faire en ingénierie, en gestion de projets et de la construction, en construction, ainsi qu’en exploitation et entretien, de même que son expérience en montage financier de projets, lui confèrent un avantage distinctif.

4 – COMMENT NOUS ANALYSONS ET PRÉSENTONS NOS RÉSULTATS

La Société présente ses résultats selon **quatre catégories d’activité** : **Services** et **Ensembles** (qui regroupent les activités des domaines de l’ingénierie et de la construction), **O&M**, et **ICI**. La Société analyse régulièrement les résultats de chacune de ces catégories, étant donné qu’elles génèrent des marges brutes différentes et présentent des profils de risque différents. La Société analyse également ses résultats par secteur d’activité, qui regroupent les activités connexes au sein de SNC-Lavalin, **conformément à la façon dont est évaluée la performance de la direction**. Les activités des catégories Services et Ensembles se rapportent à l’ingénierie et à la construction, et sont présentées de la façon dont est évaluée la performance de la direction, en regroupant les projets exécutés en fonction du type d’industrie, comme suit : **Infrastructures et environnement, Produits chimiques et pétrole, Mines et métallurgie, Énergie**, et **Autres secteurs**. Les secteurs d’activité **O&M** et **ICI** correspondent aux catégories d’activité du même nom.

4.1 – MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Certains des indicateurs utilisés par la Société pour analyser et mesurer ses résultats constituent des mesures financières non définies par les IFRS. Par conséquent, ils n’ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et se prêtent donc difficilement à une comparaison avec des mesures similaires présentées par d’autres émetteurs. La direction estime que ces indicateurs fournissent néanmoins une information utile, car ils permettent d’évaluer la performance de la Société et de ses composantes à divers égards, comme la rentabilité et la situation financière passées, présentes et prévues. Ces mesures financières non définies par les IFRS comprennent les indicateurs suivants :

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS	RÉFÉRENCE
Rendement	
Carnet de commandes	Section 6
Résultat d’exploitation par secteur	Section 7
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de SNC-Lavalin	Section 8.4

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS	RÉFÉRENCE
Trésorerie	
Position de trésorerie nette	Section 8.1
Liquidités discrétionnaires	Section 8.1

Une définition de toutes les mesures non définies par les IFRS est fournie aux sections susmentionnées afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction et, selon le cas, la Société présente un rapprochement clair des mesures financières non définies par les IFRS et de la mesure la plus directement comparable calculée conformément aux IFRS.

5 – DÉTAIL DES COMPTES DE RÉSULTAT

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE RÉSULTAT PAR ACTION)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits par activité :				
Services	564,4 \$	501,6 \$	1 044,5 \$	958,8 \$
Ensembles	692,0	471,6	1 324,1	855,7
O&M	281,7	255,7	708,5	638,8
ICI	128,7	127,8	230,5	214,7
	1 666,8 \$	1 356,7 \$	3 307,6 \$	2 668,0 \$
Marge brute	314,7 \$	326,6 \$	588,2 \$	590,1 \$
Frais de vente, généraux et administratifs	166,1	146,0	319,2	276,3
Charges financières nettes				
Provenant des ICI	20,1	21,6	43,3	39,7
Provenant des autres activités	6,3	9,2	10,3	16,7
	26,4	30,8	53,6	56,4
Résultat avant impôt sur le résultat	122,2	149,8	215,4	257,4
Charge d'impôt sur le résultat	18,8	26,9	35,4	47,8
Résultat net de la période	103,4 \$	122,9 \$	180,0 \$	209,6 \$
Résultat net attribuable aux éléments suivants:				
Actionnaires de SNC-Lavalin	100,7 \$	119,1 \$	174,6 \$	203,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,7	3,8	5,4	6,3
Résultat net de la période	103,4 \$	122,9 \$	180,0 \$	209,6 \$
Résultat par action (\$)				
De base	0,67 \$	0,79 \$	1,16 \$	1,35 \$
Dilué	0,66 \$	0,78 \$	1,15 \$	1,34 \$
Informations supplémentaires :				
Résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin provenant des ICI				
Provenant de l'Autoroute 407	32,3 \$	22,6 \$	46,1 \$	31,9 \$
Provenant des autres ICI	9,4	21,7	20,0	32,0
Résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin excluant les ICI	59,0	74,8	108,5	139,4
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin	100,7 \$	119,1 \$	174,6 \$	203,3 \$

5.1 – ANALYSE DU RÉSULTAT NET

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin excluant les ICI	59,0 \$	74,8 \$	108,5 \$	139,4 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin provenant des ICI	41,7	44,3	66,1	63,9
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin	100,7 \$	119,1 \$	174,6 \$	203,3 \$

Le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin excluant les ICI au deuxième trimestre de 2011 reflète principalement un apport moins élevé du secteur Infrastructures et environnement, surtout attribuable à un ratio de marge brute moins élevé pour les activités de la catégorie Ensembles, et à des coûts additionnels liés aux événements en Libye, partiellement contrebalancé par des apports plus élevés de tous les autres secteurs.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin excluant les ICI au premier semestre de 2011 reflète principalement des apports moins élevés des secteurs Infrastructures et environnement, principalement en raison de l'incidence des événements en Libye en 2011 et de révisions favorables des prévisions des coûts en 2010, et du secteur Mines et métallurgie, en partie contrebalancés par des apports plus élevés de tous les autres secteurs.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin provenant des ICI au deuxième trimestre de 2011 reflète principalement un apport moins élevé d'AltaLink, et l'absence de contribution provenant de Valener inc. et de la Société en commandite Trencap au deuxième trimestre de 2011, ayant été vendus au quatrième trimestre de 2010, partiellement contrebalancés par des dividendes plus élevés provenant de l'Autoroute 407.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin provenant des ICI au premier semestre de 2011 a connu une hausse, principalement attribuable à des dividendes plus élevés provenant de l'Autoroute 407, en partie contrebalancés par l'absence de contribution provenant de Valener inc. et de la Société en commandite Trencap au premier semestre de 2011, ayant été vendus au quatrième trimestre de 2010, et par un apport moins élevé d'AltaLink.

5.2 – ANALYSE DES PRODUITS

Les produits se sont chiffrés à **1 666,8 millions \$** au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 1 356,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2010. **Pour le premier semestre de 2011, les produits se sont chiffrés à 3 307,6 millions \$**, comparativement à 2 668,0 millions \$ pour le premier semestre de 2010, reflétant une hausse des produits dans tous les secteurs, surtout les secteurs Infrastructures et environnement, et Produits chimiques et pétrole.

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits de la catégorie Services	564,4 \$	501,6 \$	1 044,5 \$	958,8 \$

La hausse des produits de la catégorie Services au premier semestre de 2011 reflétait principalement une augmentation du volume d'activité du secteur Mines et métallurgie, partiellement contrebalancée par une diminution du secteur Énergie.

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits de la catégorie Ensembles	692,0 \$	471,6 \$	1 324,1 \$	855,7 \$

La hausse des produits de la catégorie Ensembles au premier semestre de 2011 reflétait un volume d'activité plus élevé dans tous les secteurs, essentiellement les secteurs Énergie, Infrastructures et environnement, et Produits chimiques et pétrole.

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits de la catégorie O&M	281,7 \$	255,7 \$	708,5 \$	638,8 \$

La hausse des produits de la catégorie O&M au premier semestre de 2011 était principalement attribuable à un volume d'activité plus élevé au Canada.

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits de la catégorie ICI	128,7 \$	127,8 \$	230,5 \$	214,7 \$

La hausse des produits de la catégorie ICI au premier semestre de 2011 reflétait principalement des dividendes plus élevés provenant de l'Autoroute 407, ainsi qu'une hausse des produits provenant d'AltaLink.

5.3 – ANALYSE DE LA MARGE BRUTE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Marge brute excluant les ICI	240,3 \$	247,7 \$	458,7 \$	466,6 \$
Marge brute provenant des ICI	74,4	78,9	129,5	123,5
Marge brute	314,7 \$	326,6 \$	588,2 \$	590,1 \$
Ratio de marge brute	18,9 %	24,1 %	17,8 %	22,1 %

La marge brute excluant les ICI pour le premier semestre de 2011 a connu une baisse principalement attribuable au secteur Infrastructures et environnement, en raison surtout de l'incidence des événements en Libye en 2011 et de révisions favorables des prévisions des coûts en 2010, partiellement contrebalancé par un volume d'activité plus élevé, et un ratio de marge brute plus élevé pour le secteur Produits chimiques et pétrole.

La marge brute provenant des ICI au premier semestre de 2011 a connu une hausse principalement attribuable à des dividendes plus élevés provenant de l'Autoroute 407, partiellement contrebalancés par l'absence de contribution provenant de Valener inc. et de la Société en commandite Trencap au premier semestre de 2011, ayant été vendus au quatrième trimestre de 2010.

5.4 – ANALYSE DES FRAIS DE VENTE, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Frais de vente, généraux et administratifs	166,1 \$	146,0 \$	319,2 \$	276,3 \$

L'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs au premier semestre de 2011 reflétait principalement une hausse des frais de vente, ainsi que des frais généraux et administratifs.

5.5 – ANALYSE DES CHARGES FINANCIÈRES NETTES

DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2011			2010		
	PROVENANT DES ICI	PROVENANT DES AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL	PROVENANT DES ICI	PROVENANT DES AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL
Produits d'intérêts	(3,2) \$	(2,5) \$	(5,7) \$	– \$	(1,1) \$	(1,1) \$
Intérêts sur la dette :						
Avec recours	–	5,5	5,5	–	7,5	7,5
Sans recours :						
AltaLink	19,4	–	19,4	17,2	–	17,2
Autres	2,0	–	2,0	2,1	–	2,1
Autres	1,9	3,3	5,2	2,3	2,8	5,1
Charges financières nettes	20,1 \$	6,3 \$	26,4 \$	21,6 \$	9,2 \$	30,8 \$

SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2011			2010		
	PROVENANT DES ICI	PROVENANT DES AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL	PROVENANT DES ICI	PROVENANT DES AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL
Produits d'intérêts	(3,2) \$	(5,1) \$	(8,3) \$	– \$	(1,9) \$	(1,9) \$
Intérêts sur la dette :						
Avec recours	–	10,9	10,9	–	15,0	15,0
Sans recours :						
AltaLink	39,1	–	39,1	33,0	–	33,0
Autres	4,0	–	4,0	4,3	–	4,3
Autres	3,4	4,5	7,9	2,4	3,6	6,0
Charges financières nettes	43,3 \$	10,3 \$	53,6 \$	39,7 \$	16,7 \$	56,4 \$

Les charges financières nettes totalisaient 26,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 30,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le premier semestre de 2011, les charges financières nettes totalisaient 53,6 millions \$, comparativement à 56,4 millions \$ pour le premier semestre de 2010. Les charges financières nettes provenant des ICI et des autres activités sont analysées séparément.

Les charges financières nettes provenant des ICI ont diminué au deuxième trimestre de 2011, s'établissant à 20,1 millions \$, contre 21,6 millions \$ pour la période correspondante de 2010. Pour le premier semestre de 2011, les charges financières nettes provenant des ICI ont augmenté, s'établissant à 43,3 millions \$, comparativement à 39,7 millions \$ pour le premier semestre de 2010, en raison principalement d'une charge d'intérêt plus élevée provenant d'AltaLink, attribuable à un endettement sans recours supplémentaire, partiellement contrebalancée par une hausse des produits d'intérêts.

Les charges financières nettes provenant des autres activités totalisaient 6,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 9,2 millions \$ pour la période correspondante de 2010. Pour le premier semestre de 2011, les charges financières nettes provenant des autres activités totalisaient 10,3 millions \$, comparativement à 16,7 millions \$ pour le premier semestre de 2010, en raison principalement d'une baisse de la charge d'intérêt, principalement attribuable au remboursement à échéance, en septembre 2010, de débentures non garanties d'un montant de 105 millions \$, combinée à une hausse des produits d'intérêts résultant d'une hausse des taux effectifs.

5.6 – ANALYSE DES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Charge d'impôt sur le résultat excluant les ICI	17,3 \$	21,5 \$	31,7 \$	41,0 \$
Charge d'impôt sur le résultat provenant des ICI	1,5	5,4	3,7	6,8
Charge d'impôt sur le résultat	18,8 \$	26,9 \$	35,4 \$	47,8 \$

La diminution de la charge d'impôt sur le résultat au premier semestre de 2011 reflète essentiellement une diminution du résultat de la Société avant la charge d'impôt sur le résultat.

6 – CARNET DE COMMANDES

La Société divulgue son carnet de commandes, qui est une mesure financière non définie par les IFRS, pour les **catégories d'activité** suivantes, soit : i) **Services**; ii) **Ensembles**; et iii) **O&M**. Le carnet de commandes est un **indicateur prévisionnel des produits anticipés** qui seront comptabilisés par la Société. En ce qui a trait aux activités de la catégorie **O&M**, la Société **limite** le carnet de commandes à **la période dont l'échéance est la plus rapprochée** soit : i) **la durée du contrat**; ou ii) **les 5 prochaines années**.

La Société veille à ce que l'information présentée dans le carnet de commandes soit à la fois utile et à jour. Par conséquent, la Société revoit régulièrement son carnet de commandes afin de s'assurer que toutes les modifications y sont reflétées, notamment les nouveaux contrats octroyés, les modifications aux contrats en cours et les annulations de projets, le cas échéant.

Considérant l'incidence de l'interprétation IFRIC 12, *Accords de concession de services* (l'« IFRIC 12 »), et de l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises* (l'« IAS 31 »), sur ses ICI, **la Société a décidé de ne plus fournir** le carnet de commandes pour les activités de la catégorie ICI lorsqu'elle présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Le carnet de commandes pour les activités de la catégorie ICI présenté dans le rapport de gestion inclus dans le rapport financier 2010 de la Société était de 2,9 milliards \$ au 31 décembre 2010.

Le tableau suivant présente le détail du carnet de commandes de la Société par catégorie d'activité et par secteur d'activité :

AU 30 JUIN (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)		2011			
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	SERVICES	ENSEMBLES	O&M	TOTAL	
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	612,8 \$	2 379,2 \$	– \$	2 992,0 \$	
Produits chimiques et pétrole	282,8	561,2	–	844,0	
Mines et métallurgie	468,6	116,4	–	585,0	
Énergie	231,8	1 780,0	–	2 011,8	
Autres secteurs	83,9	482,6	–	566,5	
O&M	–	–	2 343,5	2 343,5	
Total	1 679,9 \$	5 319,4 \$	2 343,5 \$	9 342,8 \$	

AU 31 MARS (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)		2011			
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	SERVICES	ENSEMBLES	O&M	TOTAL	
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	662,4 \$	2 620,1 \$	– \$	3 282,5 \$	
Produits chimiques et pétrole	140,2	701,0	–	841,2	
Mines et métallurgie	291,6	140,6	–	432,2	
Énergie	214,4	1 575,1	–	1 789,5	
Autres secteurs	87,4	507,7	–	595,1	
O&M	–	–	2 429,2	2 429,2	
Total	1 396,0 \$	5 544,5 \$	2 429,2 \$	9 369,7 \$	

AU 31 DÉCEMBRE (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)		2010			
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	SERVICES	ENSEMBLES	O&M	TOTAL	
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	665,1 \$	2 820,6 \$	– \$	3 485,7 \$	
Produits chimiques et pétrole	165,8	907,4	–	1 073,2	
Mines et métallurgie	273,6	167,1	–	440,7	
Énergie	219,6	1 340,4	–	1 560,0	
Autres secteurs	86,6	320,5	–	407,1	
O&M	–	–	2 732,8	2 732,8	
Total	1 410,7 \$	5 556,0 \$	2 732,8 \$	9 699,5 \$	

Au 30 juin 2011, le carnet de commandes s'est établi à 9 342,8 millions \$, comparativement à 9 369,7 millions \$ au 31 mars 2011 et à 9 699,5 millions \$ au 31 décembre 2010. La diminution par rapport à décembre 2010 reflétait principalement une diminution des catégories O&M et Ensembles, en partie contrebalancée par une augmentation de 19,1 % de la catégorie Services.

6.1 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE SERVICES

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 juin 2011	31 mars 2011	31 décembre 2010
Carnet de commandes de la catégorie Services	1 679,9 \$	1 396,0 \$	1 410,7 \$

L'augmentation par rapport à décembre 2010 est principalement attribuable aux secteurs Mines et métallurgie, et Produits chimiques et pétrole.

6.2 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE ENSEMBLES

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 juin 2011	31 mars 2011	31 décembre 2010
Carnet de commandes de la catégorie Ensembles	5 319,4 \$	5 544,5 \$	5 556,0 \$

La diminution par rapport à décembre 2010 reflétait principalement une diminution des secteurs Infrastructures et environnement, et Produits chimiques et pétrole, partiellement contrebalancée par une augmentation des secteurs Énergie et Autres secteurs.

6.3 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE O&M

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 juin 2011	31 mars 2011	31 décembre 2010
Carnet de commandes de la catégorie O&M	2 343,5 \$	2 429,2 \$	2 732,8 \$

La diminution depuis décembre 2010 est principalement attribuable à la fluctuation normale des échéances de contrats à long terme, essentiellement au Canada.

7 – RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Comme il a été mentionné précédemment, la Société analyse ses résultats par secteur d'activité. Ces secteurs regroupent les activités connexes au sein de SNC-Lavalin, de la façon dont est évaluée la performance de la direction. La Société présente l'information de la façon dont est évaluée la performance de la direction en regroupant ses projets exécutés en fonction du type d'industrie.

À l'exception du secteur ICI, la Société évalue le rendement des secteurs en utilisant le résultat d'exploitation déduction faite de l'intérêt imputé et des frais généraux et administratifs corporatifs. L'intérêt imputé est calculé sur la situation des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie et est attribué mensuellement aux secteurs au taux annuel de 10 %, donnant lieu à un coût ou à un produit selon que les actifs à court terme excèdent les passifs à court terme du secteur ou vice-versa, tandis que les frais généraux et administratifs corporatifs sont répartis d'après la marge brute de ces secteurs. La charge d'impôt sur le résultat n'est pas imputée aux secteurs, sauf pour le secteur ICI.

SNC-Lavalin fait des investissements dans des concessions d'infrastructure pour certaines infrastructures du secteur public. Ces investissements sont comptabilisés selon la méthode du coût, la méthode de la mise en équivalence ou la méthode de la consolidation intégrale, suivant que SNC-Lavalin exerce ou non une influence notable, un contrôle conjoint ou le contrôle. Ces investissements sont regroupés dans le secteur ICI, dont la performance est évaluée au moyen : i) des dividendes ou des distributions reçus pour les investissements comptabilisés selon la méthode du coût; ii) de la quote-part de SNC-Lavalin du résultat net de ses investissements, ou des dividendes provenant des ICI pour lesquels la valeur comptable est de néant (c.-à-d. l'Autoroute 407), pour les investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence; et iii) du résultat net de ses investissements comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale, moins la portion attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Dans le cas des ICI pour lesquels l'impôt sur le résultat est payable par les investisseurs, comme les investissements dans des sociétés en commandite au Canada, l'impôt sur le résultat de la Société est attribué selon le taux d'imposition de SNC-Lavalin pour de tels investissements. Par conséquent, le résultat d'exploitation du secteur ICI est présenté net de l'impôt sur le résultat et représente le résultat net de SNC-Lavalin provenant de ses ICI.

Le tableau suivant présente les produits des secteurs d'activité de la Société :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS) PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Services et Ensembles				
Infrastructures et environnement	467,0 \$	417,6 \$	887,5 \$	743,6 \$
Produits chimiques et pétrole	274,7	238,5	574,7	432,3
Mines et métallurgie	233,4	161,5	410,8	311,0
Énergie	175,2	95,9	312,4	202,0
Autres secteurs	106,1	59,7	183,2	125,6
O&M	281,7	255,7	708,5	638,8
ICI	128,7	127,8	230,5	214,7
Total	1 666,8 \$	1 356,7 \$	3 307,6 \$	2 668,0 \$

Le tableau ci-dessous présente le résultat d'exploitation des secteurs d'activité de la Société :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	2011	2010	2011	2010
Services et Ensembles				
Infrastructures et environnement	9,8 \$	56,2 \$	15,9 \$	99,4 \$
Produits chimiques et pétrole	22,5	9,7	37,6	22,2
Mines et métallurgie	15,0	14,2	16,5	26,3
Énergie	28,5	25,4	53,5	41,2
Autres secteurs	9,4	5,2	19,9	10,3
O&M	3,5	2,2	21,2	13,8
ICI	41,7	44,3	66,1	63,9
Total	130,4 \$	157,2 \$	230,7 \$	277,1 \$

7.1 – ACTIVITÉS DES CATÉGORIES SERVICES ET ENSEMBLES

Le savoir-faire en matière d'ingénierie et de construction est fourni par le personnel de la Société dans le cadre des catégories d'activité Services et Ensembles.

7.1.1 – INFRASTRUCTURES ET ENVIRONNEMENT

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits provenant du secteur Infrastructures et environnement				
Services	158,1 \$	149,1 \$	291,6 \$	289,4 \$
Ensembles	308,9	268,5	595,9	454,2
Total	467,0 \$	417,6 \$	887,5 \$	743,6 \$
Résultat d'exploitation provenant du secteur				
Infrastructures et environnement	9,8 \$	56,2 \$	15,9 \$	99,4 \$
Ratio du résultat d'exploitation sur les produits provenant du secteur Infrastructures et environnement (%)	2,1 %	13,4 %	1,8 %	13,4 %

Les produits du secteur Infrastructures et environnement ont augmenté au deuxième trimestre de 2011 pour s'établir à 467,0 millions \$, comparativement à 417,6 millions \$ à la période correspondante de 2010. Pour le premier semestre de 2011, les produits se sont chiffrés à 887,5 millions \$, comparativement à 743,6 millions \$ pour le premier semestre de 2010, reflétant principalement une hausse des activités de la catégorie Ensembles.

Au deuxième trimestre de 2011, le résultat d'exploitation s'est établi à 9,8 millions \$, contre 56,2 millions \$ au trimestre correspondant de 2010, baisse principalement attribuable à un ratio de marge brute moins élevé pour les activités de la catégorie Ensembles, ainsi qu'à des coûts additionnels liés aux événements en Libye en 2011, alors qu'au deuxième trimestre de 2010, le ratio de marge brute pour les activités de la catégorie Ensembles reflétait une révision favorable des prévisions des coûts de certains projets d'envergure. Pour le premier semestre de 2011, le résultat d'exploitation s'est établi à 15,9 millions \$, comparativement à 99,4 millions \$ pour le premier semestre de 2010, en grande partie en raison de l'incidence des événements en Libye en

2011 et d'une révision favorable des prévisions des coûts de projets d'envergure de la catégorie Ensembles en 2010.

7.1.2 – PRODUITS CHIMIQUES ET PÉTROLE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits provenant du secteur Produits chimiques et pétrole				
Services	93,2 \$	89,4 \$	186,0 \$	166,4 \$
Ensembles	181,5	149,1	388,7	265,9
Total	274,7 \$	238,5 \$	574,7 \$	432,3 \$
Résultat d'exploitation provenant du secteur Produits chimiques et pétrole	22,5 \$	9,7 \$	37,6 \$	22,2 \$
Ratio du résultat d'exploitation sur les produits provenant du secteur Produits chimiques et pétrole (%)	8,2 %	4,0 %	6,6 %	5,1 %

Au deuxième trimestre de 2011, les produits du secteur Produits chimiques et pétrole se sont établis à 274,7 millions \$, comparativement à 238,5 millions \$ au deuxième trimestre de 2010. Pour le premier semestre de 2011, les produits se sont chiffrés à 574,7 millions \$, comparativement à 432,3 millions \$ pour le semestre correspondant de 2010, reflétant principalement une hausse des activités de la catégorie Ensembles.

Au deuxième trimestre de 2011, le résultat d'exploitation s'est établi à 22,5 millions \$, contre 9,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2010. Pour le premier semestre de 2011, le résultat d'exploitation s'est établi à 37,6 millions \$, comparativement à 22,2 millions \$ pour le semestre correspondant de 2010, reflétant principalement un ratio de marge brute plus élevé pour les deux catégories d'activité, ainsi qu'une augmentation du volume d'activité.

7.1.3 – MINES ET MÉTALLURGIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits provenant du secteur Mines et métallurgie				
Services	205,3 \$	154,1 \$	369,6 \$	296,2 \$
Ensembles	28,1	7,4	41,2	14,8
Total	233,4 \$	161,5 \$	410,8 \$	311,0 \$
Résultat d'exploitation provenant du secteur Mines et métallurgie	15,0 \$	14,2 \$	16,5 \$	26,3 \$
Ratio du résultat d'exploitation sur les produits provenant du secteur Mines et métallurgie (%)	6,4 %	8,8 %	4,0 %	8,4 %

Les produits du secteur Mines et métallurgie au deuxième trimestre de 2011 se sont établis à 233,4 millions \$, contre 161,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2010. Pour le premier semestre de 2011, les produits se sont chiffrés à 410,8 millions \$, comparativement à

311,0 millions \$ pour le semestre correspondant de 2010, essentiellement en raison d'une augmentation du volume d'activité de la catégorie Services.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 15,0 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 14,2 millions \$ à la période correspondante de 2010. **Pour le premier semestre de 2011, le résultat d'exploitation s'est élevé à 16,5 millions \$,** comparativement à 26,3 millions \$ pour le premier semestre de 2010, reflétant principalement des coûts additionnels liés à un projet au premier trimestre de 2011, combinés à une hausse du niveau des frais de vente, généraux et administratifs, en partie contrebalancés par une augmentation du volume d'activité, principalement pour la catégorie Services.

7.1.4 – ÉNERGIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits provenant du secteur Énergie				
Services	67,7 \$	79,4 \$	120,8 \$	152,2 \$
Ensembles	107,5	16,5	191,6	49,8
Total	175,2 \$	95,9 \$	312,4 \$	202,0 \$
Résultat d'exploitation provenant du secteur Énergie	28,5 \$	25,4 \$	53,5 \$	41,2 \$
Ratio du résultat d'exploitation sur les produits provenant du secteur Énergie (%)	16,3 %	26,5 %	17,1 %	20,4 %

Les produits du secteur Énergie se sont établis à 175,2 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 95,9 millions \$ au deuxième trimestre de 2010. **Pour le premier semestre de 2011, les produits se sont établis à 312,4 millions \$,** comparativement à 202,0 millions \$ pour le premier semestre de 2010, reflétant principalement une hausse du volume d'activité de la catégorie Ensembles.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 28,5 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, par rapport à 25,4 millions \$ à la période correspondante de 2010. **Pour le premier semestre de 2011, le résultat d'exploitation s'est élevé à 53,5 millions \$,** comparativement à 41,2 millions \$ à la période correspondante de 2010, reflétant principalement une hausse du volume d'activité de la catégorie Ensembles, en partie contrebalancée par une baisse du ratio de marge brute, alors que les deux périodes ont connu des révisions favorables des prévisions des coûts.

7.1.5 – AUTRES SECTEURS

Autres secteurs regroupent les activités de plusieurs domaines, à savoir l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques et la biotechnologie, l'acide sulfurique, ainsi que d'autres installations industrielles qui ne sont pas incluses dans les autres secteurs présentés précédemment.

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits provenant du secteur Autres secteurs				
Services	40,1 \$	29,5 \$	76,5 \$	54,6 \$
Ensembles	66,0	30,2	106,7	71,0
Total	106,1 \$	59,7 \$	183,2 \$	125,6 \$
Résultat d'exploitation provenant du secteur Autres secteurs	9,4 \$	5,2 \$	19,9 \$	10,3 \$
Ratio du résultat d'exploitation sur les produits provenant du secteur Autres secteurs (%)	8,8 %	8,7 %	10,8 %	8,2 %

Les produits du secteur Autres secteurs se sont établis à 106,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, contre 59,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2010. Pour le premier semestre de 2011, les produits se sont établis à 183,2 millions \$, comparativement à 125,6 millions \$ pour le premier semestre de 2010, reflétant une hausse des activités des deux catégories d'activité.

Le résultat d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2011 a atteint 9,4 millions \$, contre 5,2 millions \$ à la période correspondante de 2010. Pour le premier semestre de 2011, le résultat d'exploitation a atteint 19,9 millions \$, comparativement à 10,3 millions \$ pour le premier semestre de 2010, reflétant principalement une augmentation du volume d'activité.

7.2 – O&M

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits provenant du secteur O&M	281,7 \$	255,7 \$	708,5 \$	638,8 \$
Résultat d'exploitation provenant du secteur O&M	3,5 \$	2,2 \$	21,2 \$	13,8 \$
Ratio du résultat d'exploitation sur les produits provenant du secteur O&M (%)	1,2 %	0,8 %	3,0 %	2,2 %

Les produits du secteur O&M au deuxième trimestre de 2011 se sont établis à 281,7 millions \$, comparativement à 255,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2010. Pour le premier semestre de 2011, les produits se sont établis à 708,5 millions \$, comparativement à 638,8 millions \$ pour la période correspondante de 2010, en raison surtout d'une hausse du volume d'activité au Canada.

Le résultat d'exploitation a totalisé 3,5 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, par rapport à 2,2 millions \$ au deuxième trimestre de 2010. Pour le premier semestre de 2011, le résultat d'exploitation a totalisé 21,2 millions \$, comparativement à 13,8 millions \$ pour le premier semestre de 2010, principalement en raison d'une hausse du ratio de marge brute, combinée à une augmentation du volume d'activité.

culturels, l'énergie, les réseaux de transport en commun, les routes et l'eau, qui sont regroupés dans le secteur ICI et décrits à la section 9.3 du rapport de gestion inclus dans le rapport financier 2010 de la Société.

7.3.1 – VALEUR COMPTABLE NETTE DES ICI

Compte tenu de l'effet important des ICI dans l'état consolidé de la situation financière de la Société, celle-ci fournit des informations supplémentaires dans la note 4 de ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre de 2011 sur la valeur comptable nette de ses ICI, selon la méthode de comptabilisation utilisée dans l'état consolidé de la situation financière de SNC-Lavalin.

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 juin 2011	31 mars 2011	31 décembre 2010
Investissements comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale	510,0 \$	478,0 \$	441,5 \$
Investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	389,3	400,3	392,5
Investissements comptabilisés selon la méthode du coût	284,8	237,6	234,4
Valeur comptable nette des ICI	1 184,1 \$	1 115,9 \$	1 068,4 \$

La Société est d'avis que la juste valeur de ses ICI est nettement supérieure à leur valeur comptable nette, comme le reflètent les faits suivants :

- > Durant le quatrième trimestre de 2010, Cintra Infraestructuras S.A. (« Cintra »), l'un des co-actionnaires de SNC-Lavalin dans l'Autoroute 407, a vendu sa participation de 10 % du total des actions émises et en circulation de l'Autoroute 407 à une filiale de l'Office d'investissements du régime de pensions du Canada (« OIRPC ») pour 894,3 millions \$. La valeur de la transaction entre Cintra et l'OIRPC pour les actions de l'Autoroute 407 détenues par Cintra, lorsqu'appliquée sur la participation de 16,77 % détenue par la Société, représenterait environ 1,5 milliard \$, alors que la valeur comptable nette de l'investissement de la Société s'est établie à néant au 30 juin 2011.
- > Le 25 février 2011, SNC-Lavalin a conclu une entente visant l'achat de la participation de 23,08 % de Macquarie Essential Assets Partnership (« MEAP ») dans AltaLink pour un montant de 213 millions \$, sujet à certains ajustements. L'entente a été conclue après que SNC-Lavalin eut accepté une offre de MEAP l'invitant à faire cette acquisition. L'offre en question a été présentée à SNC-Lavalin en réponse à l'offre ferme faite à MEAP par une tierce partie et en vertu du droit de premier refus de SNC-Lavalin permettant d'acquérir la participation de MEAP dans AltaLink. La transaction est assujettie aux conditions de clôture

habituelles et à l'approbation des autorités de réglementation, y compris à celle de l'*Alberta Utilities Commission*, et augmenterait la participation de SNC-Lavalin dans AltaLink à 100 %. La valeur de l'offre sur la participation de 23,08 % dans AltaLink, lorsqu'appliquée sur la participation de 76,92 % détenue par SNC-Lavalin, représenterait environ 710 millions \$, alors que la valeur comptable nette de l'investissement de la Société était de 361,0 millions \$ au 30 juin 2011.

7.3.2 – PRODUITS D'EXPLOITATION PROVENANT DU SECTEUR ICI

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits en provenance des ICI	128,7 \$	127,8 \$	230,5 \$	214,7 \$
Résultat d'exploitation:				
Provenant de l'Autoroute 407	32,3 \$	22,6 \$	46,1 \$	31,9 \$
Provenant des autres ICI	9,4	21,7	20,0	32,0
Résultat d'exploitation provenant des ICI	41,7 \$	44,3 \$	66,1 \$	63,9 \$

Les investissements de la Société sont comptabilisés selon la méthode du coût, la méthode de la mise en équivalence ou la méthode de la consolidation intégrale, suivant que SNC-Lavalin exerce ou non une influence notable, un contrôle conjoint ou le contrôle. La relation entre les produits et le résultat d'exploitation, qui correspond au résultat net pour les ICI, n'est pas pertinente pour l'évaluation de la performance du secteur, puisqu'une partie importante des investissements est comptabilisée selon la méthode du coût ou de la mise en équivalence, méthodes qui ne reflètent pas les postes individuels des résultats financiers de chaque ICI.

Le résultat d'exploitation provenant du secteur ICI s'est établi à 41,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, par rapport à 44,3 millions \$ au trimestre correspondant de 2010, reflétant principalement un apport moins élevé d'AltaLink et l'absence de contribution provenant de Valener inc. et de la Société en commandite Trencap au deuxième trimestre de 2011, ayant été vendus au quatrième trimestre de 2010, partiellement contrebalancés par des dividendes plus élevés provenant de l'Autoroute 407. **Au premier semestre de 2011, le résultat d'exploitation attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin provenant des ICI s'est établi à 66,1 millions \$**, comparativement à 63,9 millions \$ au premier semestre de 2010, en raison surtout de dividendes plus élevés provenant de l'Autoroute 407, en partie contrebalancés par l'absence de contribution provenant de Valener inc. et de la Société en commandite Trencap au deuxième trimestre de 2011, ayant été vendus au quatrième trimestre de 2010, et par un apport moins élevé d'AltaLink.

8 – LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

La présente section a été préparée afin de donner au lecteur une meilleure compréhension des liquidités et ressources financières de la Société et a été structurée de la façon suivante :

- > L'examen de la **position de trésorerie nette et des liquidités discrétionnaires** de la Société;
- > **L'analyse des flux de trésorerie** qui explique comment la Société a généré et affecté la trésorerie et les équivalents de trésorerie; et
- > L'évaluation du **rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de la Société**.

8.1 – POSITION DE TRÉSorerie NETTE ET LIQUIDITÉS DISCRÉTIONNAIRES

Le maintien d'une situation financière solide avec une position de trésorerie nette suffisante pour réaliser ses projets d'exploitation, d'investissement et de financement constitue un objectif financier clé.

La **position de trésorerie nette** de la Société, qui est une mesure financière non définie par les IFRS obtenue en excluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie provenant de ses ICI et sa dette avec recours de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, se présentait comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 juin 2011	31 décembre 2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 111,4 \$	1 235,1 \$
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie provenant des ICI ⁽¹⁾	4,8	16,8
Dette avec recours	348,3	348,2
Position de trésorerie nette	758,3 \$	870,1 \$

(1) ICI comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale.

Au 30 juin 2011, la position de trésorerie nette s'élevait à 758,3 millions \$, comparativement à 870,1 millions \$ au 31 décembre 2010.

En plus de déterminer sa position de trésorerie nette, la Société estime ses **liquidités discrétionnaires**, qui sont une mesure financière non définie par les IFRS correspondant au montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie non affecté à ses activités, aux investissements dans des ICI et à la balance des paiements dus pour les acquisitions d'entreprises effectuées. Par conséquent, les liquidités discrétionnaires sont calculées au moyen de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant des ICI comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale à la fin de la période, ajustés en fonction des besoins de trésorerie estimatifs pour terminer les projets existants et des

encaissements nets estimatifs à l'achèvement des projets d'envergure en cours, et déduction faite des engagements restants à investir dans des ICI et de la balance des paiements dus pour les acquisitions d'entreprises effectuées.

Les liquidités discrétionnaires se sont établies à environ 600 millions \$ au 30 juin 2011, par rapport à environ 900 millions \$ au 31 décembre 2010. La diminution reflète principalement le montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui sera requis pour l'acquisition d'une participation de 23,08 % dans AltaLink, suivant les conditions de clôture habituelles et l'approbation des autorités de réglementation, y compris celle de *l'Alberta Utilities Commission*, ainsi qu'une hausse des engagements à investir de la Société dans le projet de nickel Ambatovy.

8.2 – ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2011	2010
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :		
Activités opérationnelles	202,1 \$	129,9 \$
Activités d'investissement	(381,2)	(297,1)
Activités de financement	53,1	94,6
Augmentation (diminution) liée à l'écart de change découlant de la conversion de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus dans des établissements à l'étranger	2,3	(16,4)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(123,7)	(89,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 235,1	1 191,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	1 111,4 \$	1 102,4 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1 111,4 millions \$ au 30 juin 2011, comparativement à 1 235,1 millions \$ au 31 décembre 2010, tel que décrit ci-dessous.

8.2.1 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les liquidités provenant des activités opérationnelles se sont établies à 202,1 millions \$ au cours du premier semestre de 2011, comparativement à 129,9 millions \$ au cours de la période correspondante de 2010. Cet écart était principalement attribuable à :

- > Des liquidités affectées à la variation des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie de 34,9 millions \$ pour premier semestre de 2011, comparativement à la trésorerie affectée à la variation des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie de 151,0 millions \$ pour la période correspondante de 2010, reflétant essentiellement des besoins en fonds de roulement moins élevés en 2011.
- > Une diminution du résultat net qui s'est établi à 180,0 millions \$ pour le premier semestre de 2011, comparativement à 209,6 millions \$ pour la période correspondante de 2010.

8.2.2 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Au cours du premier semestre de 2011, les liquidités affectées aux activités d'investissement se sont établies à 381,2 millions \$, comparativement à 297,1 millions \$ pour la période correspondante de 2010. Les principales activités d'investissement ont porté sur les éléments suivants :

- > L'acquisition d'immobilisations corporelles provenant d'ICI comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale, pour un décaissement total de 223,2 millions \$ pour le premier semestre de 2011, comparativement à 211,1 millions \$ à la période correspondante de 2010, tous deux attribuables à AltaLink, principalement liés à ses dépenses en immobilisations dans des projets de transport d'électricité.
- > Le décaissement total de 35,1 millions \$ au cours du premier semestre de 2011 lié à l'acquisition d'entreprises, comparativement à 27,6 millions \$ pour la période correspondante de 2010.
- > L'acquisition d'immobilisations corporelles dans le cadre des activités des catégories Services, Ensembles, et O&M pour un décaissement total de 28,2 millions \$ au cours du premier semestre de 2011, comparativement à 13,8 millions \$ à la période correspondante de 2010.
- > Les paiements dans des ICI se sont élevés à 62,9 millions \$ au cours du premier semestre de 2011, reflétant surtout les paiements faits au titre des investissements dans Astoria Project Partners II LLC, le projet de nickel Ambatovy et Rayalseema Expressway Private Limited, comparativement à 12,0 millions \$ à la période correspondante de 2010.

8.2.3 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les liquidités provenant des activités de financement se sont établies à 53,1 millions \$ au cours du premier semestre de 2011, comparativement à 94,6 millions \$ pour la période correspondante de 2010. Les principales activités de financement ont été les suivantes:

- > L'augmentation de la dette sans recours provenant des ICI qui a totalisé 136,9 millions \$ au cours du premier semestre de 2011, comparativement à 207,6 millions \$ pour la période correspondante de 2010. La diminution des émissions de la dette sans recours provenant des ICI pendant le premier semestre de 2011 par rapport à la période correspondante de 2010 est principalement attribuable à AltaLink. Le remboursement de la dette sans recours provenant

des ICI a atteint 5,9 millions \$ pendant le premier semestre de 2011, comparativement à 49,6 millions \$ pour la période correspondante de 2010.

- > En vertu de son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités, la Société a racheté respectivement 539 300 actions et 353 400 actions au cours du premier semestre de 2011 et 2010, pour des contreparties totales en espèces de 30,6 millions \$ et 17,2 millions \$, respectivement.
- > L'émission d'actions suivant la levée d'options sur actions a généré des liquidités de 12,9 millions \$ pour le premier semestre de 2011 (398 909 options sur actions à un prix moyen de 32,40 \$), comparativement à 6,3 millions \$ au cours du premier semestre de 2010 (261 554 options sur actions à un prix moyen de 24,17 \$). Au 27 juillet 2011, 5 793 609 options sur actions étaient en circulation. À la même date, le nombre d'actions émises et en circulation était de 150 906 341.
- > Au cours des premiers semestres de 2011 et de 2010, la Société a versé des dividendes totalisant 63,4 millions \$ et 51,3 millions \$, respectivement.

8.3 – DIVIDENDES DÉCLARÉS

Le 4 mars 2011, le 5 mai 2011 et le 5 août 2011, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel en espèces de 0,21 \$ par action, payable le 1^{er} avril 2011, le 2 juin 2011 et le 2 septembre 2011, respectivement, représentant une augmentation de 23,5 % comparativement à un dividende de 0,17 \$ par action aux périodes correspondantes de 2010.

8.4 – RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES MOYENS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ

Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de la Société (anciennement Rendement de l'avoir moyen des actionnaires, « RAMA »), qui est une mesure financière non définie par les IFRS, est un indicateur clé utilisé pour mesurer le rendement des capitaux propres de la Société. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de la Société, tel qu'il est calculé par la Société, correspond au résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin des 12 derniers mois divisé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires de SNC-Lavalin des 13 derniers mois, excluant les « autres composantes des capitaux propres ». Tel qu'il est mentionné à la section 4 du rapport de gestion inclus dans le rapport financier 2010 de la Société, la réalisation d'un rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de la Société au

moins égal au rendement des obligations à long terme du Canada plus 600 points de base est un objectif financier clé de la Société.

Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires de la Société a été de 25,1 % pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2011, comparativement à 27,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est nettement supérieur à l'objectif de la Société consistant à dépasser d'au moins 600 points de base le rendement des obligations à long terme du Canada pour la période, soit un total de 9,6 %.

8.5 – INSTRUMENTS FINANCIERS

La nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, et la gestion connexe de ces risques, sont décrites à la note 20 des états financiers annuels consolidés audités de 2010 de la Société. Le passage des principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») aux IFRS n'a eu aucune incidence ni sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, ni sur la gestion connexe de ces risques. Au cours du premier semestre de 2011, il n'est survenu aucune modification importante à la nature des risques découlant des instruments financiers, de la gestion connexe des risques et de la classification des instruments financiers. De plus, il n'y a pas eu de changement à la méthodologie utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers mesurés à la juste valeur à l'état de la situation financière consolidé de la Société.

9 – TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des affaires, SNC-Lavalin conclut des opérations avec certains de ses ICI. Les participations dans lesquelles SNC-Lavalin a une influence notable ou un contrôle conjoint, qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, sont considérées comme des parties liées, conformément aux IFRS.

Conformément aux IFRS, les profits intra-groupe tirés de produits provenant d'ICI comptabilisés selon les méthodes de la consolidation intégrale ou de la mise en équivalence sont éliminés dans la période où ils se produisent, à l'exception des profits réputés avoir été réalisés par l'ICI avec un tiers. Les profits découlant d'opérations avec des ICI comptabilisés selon la méthode du coût ne sont pas éliminés, conformément aux IFRS.

Le traitement comptable des profits intra-groupe est résumé ci-dessous :

ICI	MÉTHODE DE COMPTABILISATION	TRAITEMENT COMPTABLE DU PROFIT INTRA-GROUPE À LA CONSOLIDATION
AltaLink	Méthode de la consolidation intégrale	Pas d'élimination à la consolidation dans la période où il se produit, puisque les opérations sont considérées comme ayant été réalisées par AltaLink avec un tiers, par suite de l'approbation des tarifs
Accords de concession de services comptabilisés en vertu de l'IFRIC 12	Méthode de la consolidation intégrale	Pas d'élimination à la consolidation dans la période où il se produit, puisque les opérations sont considérées comme ayant été réalisées par l'ICI en vertu de l'entente contractuelle conclue avec son client
	Méthode de la mise en équivalence	Pas d'élimination à la consolidation dans la période où il se produit, puisque les opérations sont considérées comme ayant été réalisées par l'ICI en vertu de l'entente contractuelle conclue avec son client
Autres	Méthode de la mise en équivalence	Élimination dans la période où il se produit, comme déduction de l'actif, et par la suite, constatation sur la période d'amortissement de l'actif correspondant
	Méthode du coût	Pas d'élimination, conformément aux IFRS

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2011, SNC-Lavalin a constaté des produits de 172,9 millions \$ (deuxième trimestre de 2010 : 71,0 millions \$) et 290,1 millions \$ (premier semestre de 2010 : 120,3 millions \$), respectivement, en provenance des contrats auprès des ICI comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2011, les produits intra-groupe générés suite à des transactions avec AltaLink pour un montant de 64,6 millions \$ (deuxième trimestre de 2010 : 67,8 millions \$) et de 112,5 millions \$ (premier semestre de 2010 : 133,4 millions \$), respectivement, ont été éliminés à la consolidation alors que les profits sur ces transactions n'ont pas été éliminés puisqu'ils sont considérés comme ayant été réalisés avec un tiers.

Les créances clients de SNC-Lavalin provenant de ces ICI comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence s'élevaient à 43,3 millions \$ au 30 juin 2011 (12,0 millions \$ au 31 décembre 2010). L'engagement de SNC-Lavalin restant à investir dans ces ICI comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence était de 139,2 millions \$ au 30 juin 2011 (178,6 millions \$ au 31 décembre 2010).

Toutes ces transactions entre parties liées sont évaluées à la juste valeur.

10 – CONVENTIONS COMPTABLES ET MODIFICATIONS

En février 2008, le Conseil des normes comptables (le « CNC ») du Canada a annoncé que les entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public seraient tenues d'adopter les IFRS pour préparer leurs états financiers intermédiaires et annuels portant sur les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Conséquemment, dès le premier trimestre de 2011, les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux IFRS en vigueur en 2011, et les chiffres correspondants de 2010 et l'état de la situation financière d'ouverture au 1^{er} janvier 2010 (la « Date de Transition »)

ont été retraités de sorte que leur présentation est conforme aux IFRS. Des rapprochements entre les PCGR du Canada et les IFRS sont également présentés conformément au guide d'application fourni dans l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (l'« IFRS 1 »). Se référer à la note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre de 2011 de la Société pour des rapprochements entre les PCGR du Canada et les IFRS.

La Société a établi ses conventions et méthodes comptables utilisées pour la préparation de ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre de 2011 conformément aux IFRS. Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre de 2011 de la Société pour plus d'information sur les principales conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers, puisqu'elles demeurent inchangées pour le deuxième trimestre de 2011.

Les hypothèses clés et les estimations adoptées par la direction en vertu des IFRS, et leur incidence sur les montants figurant aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et aux notes, ont été communiquées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société du premier trimestre de 2011 et demeurent inchangées pour le deuxième trimestre de 2011.

10.1 – NORMES ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉES EN VUE D'ÊTRE ADOPTÉES À UNE DATE ULTÉRIEURE

Les normes et les modifications aux normes existantes suivantes ont été publiées et sont applicables par la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'application anticipée est permise :

- L'IFRS 9, *Instruments financiers*, porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers.
- L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, (« IFRS 10 ») et l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, (« IFRS 12 »). La première norme remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et énonce les principes permettant de déterminer qu'une entité en contrôle une autre. La seconde norme établit les obligations d'information exhaustives pour toutes les formes de participation dans d'autres entités, y compris dans des partenariats, des entreprises associées et des entités ad hoc.
- L'IFRS 11, *Partenariats*, (« IFRS 11 ») remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des*

coentrepreneurs, et impose une méthode unique pour la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement.

- L'IAS 27, *États financiers individuels*, et l'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, amendées et renommées suite aux nouvelles normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.
- L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, regroupe toutes les dispositions des IFRS concernant l'évaluation à la juste valeur et les informations à fournir à ce sujet.
- Modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin d'exiger que les entités regroupent les éléments compris dans les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés en résultat net.
- Modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, afin d'éliminer l'application de la méthode dite « du corridor » ayant pour effet de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, de simplifier la présentation des variations des actifs et des passifs découlant de régimes à prestations définies, et d'améliorer les informations à fournir pour les régimes à prestations définies.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes et de ces modifications sur ses états financiers.

11 – RISQUES ET INCERTITUDES

Les risques et incertitudes, ainsi que les pratiques de gestion des risques, sont décrits à la section 14 du rapport de gestion inclus dans le rapport financier 2010 de la Société. Il n'y a eu de changements importants ni aux risques et incertitudes, ni aux pratiques de gestion des risques, au cours du premier semestre de 2011.

12 – INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LE RÉSULTAT PAR ACTION ET LES DIVIDENDES PAR ACTION)	2011		2010				2009 ⁽¹⁾	
	DEUXIÈME TRIMESTRE	PREMIER TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	PREMIER TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE
Produits	1 666,8 \$	1 640,8 \$	1 829,3 \$	1 513,0 \$	1 356,7 \$	1 311,3 \$	1 583,2 \$	1 422,4 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin provenant des ICI								
Provenant de l'Autoroute 407	32,3 \$	13,8 \$	18,4 \$	- \$	22,6 \$	9,2 \$	4,9 \$	2,2 \$
Provenant des autres ICI	9,4	10,6	36,2	16,4	21,7	10,3	17,8	7,3
Résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin excluant les ICI	59,0	49,5	108,6	111,7	74,8	64,6	76,0	93,7
Résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin	100,7	73,9	163,2	128,1	119,1	84,1	98,7	103,2
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2,7	2,7	2,9	1,5	3,8	2,6	-	-
Résultat net	103,4 \$	76,6 \$	166,1 \$	129,6 \$	122,9 \$	86,7 \$	98,7 \$	103,2 \$
Résultat de base par action (\$)	0,67 \$	0,49 \$	1,08 \$	0,85 \$	0,79 \$	0,56 \$	0,65 \$	0,68 \$
Résultat dilué par action (\$)	0,66 \$	0,49 \$	1,07 \$	0,84 \$	0,78 \$	0,55 \$	0,65 \$	0,68 \$
Dividendes déclarés par action (\$)	0,21 \$	0,21 \$	0,21 \$	0,17 \$	0,17 \$	0,17 \$	0,17 \$	0,15 \$

(1) Les montants trimestriels pour 2009 ont été préparés en conformité avec les PCGR du Canada, et n'ont pas été retraités puisqu'ils ont trait à des périodes qui précèdent la Date de transition. Le résultat net trimestriel pour 2009 ne comprend pas les parts des actionnaires sans contrôle, présentées séparément de l'avoir des actionnaires en vertu des PCGR du Canada. Les participations ne donnant pas le contrôle pour les quatrième et troisième trimestres de 2009 étaient respectivement de 4,2 millions \$ et 1,4 million \$.

Les répercussions les plus importantes de l'adoption des IFRS, autres que la présentation du résultat net attribuable aux actionnaires de SNC-Lavalin et du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, sont liées à la comptabilisation des ICI de la Société qui sont comptabilisés conformément à l'IFRIC 12, et à ses entités contrôlées conjointement qui sont comptabilisées conformément à l'IAS 31. Le passage aux IFRS n'a eu que peu d'incidence sur les autres activités de la Société.

Bien que la Société n'ait pas retraité ses chiffres comparatifs de 2009, l'incidence estimée de l'IFRIC 12 et de l'IAS 31, principalement attribuable à la modification de la méthode de consolidation de l'Autoroute 407, sur les produits et le résultat net des quatrième et troisième trimestres de 2009, auraient été comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2009	
	QUATRIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE
Baisse des produits	(12,9) \$	(14,6) \$
Hausse du résultat net	7,6 \$	8,9 \$

13 – CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le chef de la direction et le chef des affaires financières ont conçu, ou ont fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que :

- > L'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis; et
- > L'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le chef de la direction et le chef des affaires financières ont également conçu, ou ont fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

Il n'y a eu aucune modification apportée concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2011 et se terminant le 30 juin 2011, qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

14 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Il est possible de consulter l'information financière trimestrielle et annuelle de la Société, sa notice annuelle ainsi que d'autres documents financiers sur son site Internet (www.snclavalin.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).